

N° 6328/SG

Paris, le 14 janvier 2022

à

Mesdames et Messieurs les préfets,  
Monsieur le préfet de police de Paris,  
Madame la préfète de police des Bouches-du-Rhône,  
Mesdames et Messieurs les recteurs d'académie,  
Mesdames et Messieurs les directeurs des services  
départementaux de l'éducation nationale,  
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et  
départementaux des finances publiques,  
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences  
régionales de santé

**Objet : Mobilisation des cellules de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire (CLIR) pour lutter contre le séparatisme islamiste et les atteintes aux principes républicains**

Référence	N° 6328/SG
Date de signature	14 janvier 2022
Emetteur	PRM – Premier ministre
Objet	Mobilisation des cellules de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire (CLIR) pour lutter contre le séparatisme islamiste et les atteintes aux principes républicains
Commande	La présente circulaire instruit les préfets, recteurs et DG d'ARS de la nouvelle doctrine d'emploi des cellules de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire (CLIR), jointe en annexe.
Action(s) à réaliser	Mobiliser les CLIR utilement et veiller à l'exécution résolue et méthodique des 23 engagements opérationnels de la stratégie gouvernementale de lutte contre le séparatisme islamiste également jointe en annexe.
Echéance	Effet immédiat
Contact utile	Le secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR)
Nombre de pages et annexes	3 pages – 2 annexes (doctrine d'emploi des CLIR et stratégie interministérielle de lutte contre le séparatisme islamiste)

.../...

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République apporte une réponse globale à ces phénomènes en réaffirmant la primauté des lois de la République et en réarmant la puissance publique contre les dérives séparatistes et les discours qui les encouragent. Il s'agit désormais de poursuivre et d'amplifier cette politique de contrôle des structures porteuses de visées séparatistes, avec les nouveaux outils offerts par la loi confortant le respect des principes de la République.

L'appréhension locale des phénomènes de séparatisme islamiste relève des cellules de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire (CLIR), qui se réunissent sous l'égide des préfets. Deux ans après leur création et à l'issue d'une évaluation transversale conduite par l'inspection générale de l'administration, la doctrine mérite d'être confortée et les attendus vis-à-vis de l'ensemble des responsables publics précisés.

Vous trouverez dans l'annexe de la présente instruction du Gouvernement la nouvelle doctrine d'emploi des CLIR. J'appelle particulièrement votre attention sur l'importance d'une mise en œuvre territorialisée et interservices, sous l'autorité des préfets et en relation étroite avec les procureurs de la République. J'entends que les services territoriaux et les opérateurs de l'Etat soient représentés au meilleur niveau (chefs de service ou adjoints) et que les administrations sollicitées pour analyser, conduire ou participer aux opérations de contrôles des structures dans une posture séparatiste y répondent systématiquement. Toutes les compétences seront mobilisées dans le cadre d'un travail opérationnel à « 360° », pour prendre les mesures adaptées aux situations que vous constatez : analyser les situations à risque, déployer les opérations de contrôle pertinentes, rendre compte des actions menées et développer une offre républicaine de services publics.

Enfin, dans le cadre du *continuum* de sécurité, vous associerez les élus locaux concernés, pour agir plus efficacement et plus concrètement ensemble. Il s'agit ici de renforcer la coopération et de permettre aux maires, mais aussi aux conseils départementaux, déjà impliqués dans les Cellules de Prévention de la Radicalisation et d'Accompagnement des Familles (CPRAF), ou encore aux associations de confiance, de faire davantage et plus utilement.

Les élus sont des partenaires précieux, en permanence au contact des administrés et bien placés pour percevoir les signaux faibles d'une dégradation de la situation, d'un glissement voire d'un basculement.

Dans la foulée de la promulgation de la loi du 24 août 2021, le comité interministériel contre le séparatisme que j'ai réuni le 19 novembre dernier a arrêté une stratégie d'ensemble pour lutter contre les atteintes aux principes républicains, pour incarner la promesse républicaine d'égalité des chances, objet de mon instruction du 24 juin dernier, et pour accompagner l'organisation de l'islam de France et l'engagement des institutions musulmanes contre l'islam radical. Elle est jointe à la présente circulaire.

J'attache la plus grande importance à l'exécution résolue et méthodique des 23 engagements opérationnels de cette stratégie gouvernementale de lutte contre le séparatisme islamiste. Les départements ministériels, chacun pour ce qui le concerne, et les préfets au plan départemental établiront régulièrement une synthèse de la mise en œuvre des engagements.

Je souhaite également que les administrations centrales suivent très étroitement les dossiers les plus sensibles. Aussi, a été décidée la création d'une CLIR à compétence nationale placée sous l'égide du ministère de l'Intérieur, rassemblant toutes les administrations centrales concernées, pour traiter des dossiers d'envergure nationale ou communs à plusieurs départements. Le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR) assure l'animation et le secrétariat de cette CLIR nationale, tout comme il est chargé, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, de coordonner les actions des administrations centrales et d'appuyer l'action des CLIR dans la lutte le séparatisme islamiste et le repli communautaire.

.../...

Les actions à visée séparatiste mettent en danger la cohésion nationale et constituent un terreau pour la radicalisation violente, et dans certain cas le risque terroriste. Ses manifestations sont présentes dans les services publics, à l'école, au sein du monde associatif, dans les lieux de culte, dans l'espace public ou sur internet et les réseaux sociaux.

La lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire doivent constituer, au-delà du ministère de l'intérieur et des préfets, un axe essentiel de votre action et appelle votre pleine mobilisation. Je sais pouvoir compter sur votre engagement pour garantir notre sécurité et notre cohésion nationales.



Jean CASTEX

## - ANNEXE -

### DOCTRINE D'EMPLOI DES CELLULES DEPARTEMENTALES DE LUTTE CONTRE L'ISLAMISME RADICAL ET LE REPLI COMMUNAUTAIRE (CLIR)

Présidée par le préfet de département, la CLIR a vocation à se réunir dans un cadre qu'il détermine, en garantissant la confidentialité nécessaire, et en l'adaptant aux configurations de l'administration territoriale de l'Etat (secrétariat de la commission, modalités de circulation des informations et de diffusion de documents, participation éventuelle via une visioconférence, etc.).

Elle peut faire l'objet de groupes de travail à vocation géographique (à l'échelle d'une commune, d'un arrondissement ou d'un quartier de reconquête républicaine -QRR- par exemple) ou thématique (champs scolaire, sportif ou autres). Les modalités de la participation des services de renseignement sont précisées dans une doctrine spécifique établie sous l'égide de la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT).

L'ordre du jour des CLIR est défini au plan local. Toutefois, des propositions peuvent également émaner du niveau central, en lien avec les services de renseignement, s'agissant par exemple de certains lieux de culte, établissements scolaires ou activités commerciales.

La fréquence des réunions des CLIR est décidée par le préfet. Elle est réunie *a minima* une fois par mois. Pour plus d'efficacité, une CLIR peut immédiatement précéder et/ou suivre un groupe d'évaluation départemental (GED) et/ou une CPRAF, durant la même demi-journée. Cette concomitance est de nature à permettre une meilleure circulation de l'information, de la CLIR vers le GED notamment, et la participation au meilleur niveau des différents participants.

#### I. COMPOSITION :

Placée sous l'autorité du préfet de département, la CLIR se compose des services et opérateurs de l'Etat, qu'ils soient associés de manière permanente ou invités en tant que de besoin par le préfet.

Les services et opérateurs de l'Etat qui participent aux CLIR sont notamment, en sus des forces de sécurité intérieure et des services de renseignement, la direction départementale des finances publiques (DDFIP), la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN), y compris, autant que de besoin le chef du service départemental jeunesse et sports, la délégation territoriale de l'ARS et les directions départementales interministérielles (DDI). Les responsables des services de l'inspection du travail placés au sein des DDETS(PP) y sont conviés.

L'autorité judiciaire est naturellement un acteur essentiel de ce dispositif dont l'objectif est de lutter contre des actes qui peuvent relever d'atteintes aux lois et règlements de la République. Membre permanent de la CLIR, le procureur de la République ou son représentant garantit, avec le préfet, la parfaite articulation entre les actions administrative et judiciaire.

Les préfets délégués à l'égalité des chances, sous-préfets ville et les sous-préfets d'arrondissement sont associés aux travaux des CLIR, du fait de leur expertise des territoires relevant des arrondissements administratifs ou de la géographie prioritaire de la politique de la ville, qui sont aux cœurs de l'axe 2 de la stratégie de lutte contre le séparatisme islamiste sur l'égalité des chances dans les quartiers de reconquête républicaine, objet de la circulaire du Premier ministre du 24 juin 2021.

D'autres opérateurs de l'Etat et d'acteurs administratifs peuvent également être associés selon les problématiques traitées : caisse d'allocations familiales (CAF), caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), mutualité sociale agricole (MSA), caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT), Pôle Emploi, etc.

Les élus locaux, par leur connaissance du contexte local, directe ou via les services placés sous leur autorité<sup>1</sup>, peuvent également concourir de façon précieuse à la lutte contre le séparatisme islamiste. Ils peuvent ainsi être associés en tant que de besoin aux travaux de la CLIR, selon des modalités qui sont définies en fonction des circonstances locales et des sujets abordés. Il en est de même pour le conseil départemental, notamment s'agissant des services qui peuvent aisément être contributeurs comme ils le sont déjà très souvent au sein des CPRAF<sup>2</sup>.

Le préfet de département peut associer toute personne ou organisation qualifiée aux travaux de la CLIR, de manière occasionnelle ou pérenne : bureau d'études, expert, chercheur, etc.

L'approche croisée est gage d'efficacité. A titre d'exemple, se multiplient des cabinets de « médecine islamique », qui confinent au charlatanisme. Les services en charge de la répression des fraudes sont d'ores et déjà mis à contribution. Le cas échéant, les agences régionales de santé (ARS) doivent également être mobilisées au titre de l'exercice illégal de la médecine ou de violations du code de la santé publique qui peuvent faire l'objet de signalement au titre de l'article 40 du code de procédure pénale. Sur ce type dossier, l'implication systématique des URSSAF doit également être recherchée, quand bien même les préjudices pour les finances sociales seraient modiques. La direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS-PP) dans sa partie inspection du travail pourra également être mobilisée.

## II. MISSIONS

La CLIR a pour objet :

- de **parfaire la connaissance** locale des acteurs, démarches et propositions à visées séparatistes (d'ordre culturel, scolaire, extrascolaire, sportif, commercial, associatif, etc.);
- de veiller au **partage d'informations** sur les phénomènes de séparatisme islamiste et de repli communautaire<sup>3</sup> ;
- de **proposer et de planifier des vérifications et contrôles, notamment interservices**. Ces contrôles, sur pièces et sur place, qui s'appuient sur l'ensemble des corps de contrôle et d'inspection, s'exercent sous l'autorité du Parquet ou dans le cadre des polices administratives générale ou spéciales prévues par les textes. Il sera veillé à une bonne articulation avec le comité opérationnel départemental anti-fraude (CODAF).
- **le suivi des actions administratives** de contrôle déjà lancées;
- la définition et la proposition de **l'offre républicaine** alternative aux menées séparatistes, notamment dans les QRR, en lien avec les élus, les collectivités locales et les structures associatives partenaires.

<sup>1</sup> les centres communaux d'action sociale (CCAS), les polices municipales, les équipes de prévention, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM), les services des affaires scolaires, etc.,

<sup>2</sup> directions en charge de la protection maternelle infantile, de l'aide sociale à l'enfance, du revenu de solidarité active, etc.



A cet égard, est soulignée la compétence particulière des services de renseignement qui **concourent à la détermination et à la qualification des acteurs à visées séparatistes**, notamment par l'observation et la connaissance des individus, mouvances, mouvements, établissements, interactions et groupements. La doctrine de renseignement précitée précise leur rôle. Leur mission reste cependant concentrée prioritairement sur la lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente.

### **III. ARTICULATION AVEC LE GED, LA CPRAF, LE CODAF ET LES CELLULES DE LUTTE CONTRE L'EVITEMENT SCOLAIRE**

#### **Le Groupe d'Evaluation Départemental (GED)**

Le GED est l'instance de lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente dans le département. Dans le cadre de ses travaux, le GED peut être amené à recueillir des informations sur les réseaux, les acteurs ou établissements communautaires. Certaines de ces informations peuvent être portées à la connaissance de la CLIR, à l'initiative et avec l'accord du service de renseignement chef de file au titre du fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), sous réserve de ne pas mettre en péril le suivi opérationnel opéré par un autre service. Le GED peut également demander à la CLIR, selon des modalités qu'il détermine, de procéder au contrôle de personnes morales auxquelles sont notoirement affiliés des objectifs suivis en GED. A l'inverse, l'autorité préfectorale veille à ce que les informations utiles soient transmises de la CLIR vers le GED.

Pour rappel, le suivi national de l'activité des GED relève de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ) / Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT).

#### **La Cellule départementale de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF)**

Sur orientation du GED, la CPRAF assure le suivi social des personnes en voie de radicalisation ou inscrites dans un processus de désengagement. En format restreint, elle est appelée à avoir connaissance de questions liées à l'enseignement et aux parcours scolaires (écoles hors-contrat/ scolarisation dans les familles, évitement scolaire...) ou aux mineurs revenant de zone d'opérations de groupements terroristes. Dans le cadre de ses travaux, la CPRAF peut recueillir des éléments susceptibles d'intéresser la CLIR et inversement.

Pour rappel, le suivi national de l'activité des CPRAF relève du SG-CIPDR, en coordination avec l'UCLAT.

#### **Le Comité opérationnel départemental anti-fraude (CODAF)**

Le CODAF plénier est co-présidé par le préfet de département et le procureur de la République près le tribunal judiciaire du chef-lieu du département en associant, le cas échéant, très étroitement les procureurs des autres ressorts judiciaires du département. Il fixe notamment les grandes orientations en matière de contrôles coordonnés et d'échanges de renseignements relatif à la coordination de la lutte contre la fraude aux finances publiques et procède au bilan annuel de l'activité du CODAF.

Le CODAF restreint est présidé par le procureur de la République territorialement compétent pour la mise en œuvre des actions coordonnées et des échanges de renseignements ayant une éventuelle incidence pénale (article 8 du décret n°2020-872 du 15 juillet 2020).

Le CODAF constitue un outil complémentaire qui doit être mobilisé dans le cadre de la lutte contre le séparatisme islamiste, dont il apparaît souvent que les acteurs commettent des actes, omissions ou dissimulations qui peuvent relever de la lutte contre les fraudes sociale, économique, douanière et fiscale.

S'agissant de la lutte contre le séparatisme islamiste, les opérations conjointes, peuvent permettre par exemple de constater et de lutter contre le travail illégal, les fraudes relevant du secteur sanitaire ou médico-social, celles relatives à l'identité ou à la résidence (prestations indues, ...) ou les actions mises en œuvre pour contourner l'imposition et le paiement de charges sociales, y compris via le choix du format associatif, souvent usité en la matière.

La circulaire du Premier ministre n° 62/63 SG du 27 avril 2021 relative au nouveau dispositif interministériel de coordination en matière de lutte contre la fraude aux finances publiques pose le cadre de la mobilisation des CODAF en matière de lutte contre le séparatisme islamiste. Il est indiqué que, sous réserve de respecter la finalité des opérations coordonnées et des échanges de renseignements mis en œuvre dans le cadre des CODAF, à savoir la recherche et la répression de la fraude aux finances publiques, ces derniers peuvent être mobilisés sur des problématiques connexes. Il est précisé que c'est notamment le cas en matière de lutte contre la radicalisation, conformément aux circulaires du Ministre de l'intérieur des 27 novembre 2019 et du 13 janvier 2020 et du Garde des sceaux du 10 janvier 2020 ».

Pour traiter des éventuelles questions et/ou difficultés relatives à l'action complémentaire des CODAF en matière de séparatisme islamiste, la mission interministérielle de coordination anti-fraude (MICAF) sera l'interlocuteur privilégié des administrations et de la Cellule Nationale de Lutte contre l'Islamisme radical et le Repli communautaire. Elle facilitera l'organisation des échanges entre CODAF et CLIR au niveau local.

#### **La Cellule de lutte contre l'évitement scolaire**

En outre, la loi confortant le respect des principes de la République prévoit la création d'une instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire. Celle-ci, dont les modalités de fonctionnement seront précisées par décret, associe en priorité les services de l'Etat compétents, les services municipaux concernés, le conseil départemental, l'organisme chargé du versement des prestations familiales ainsi que le Parquet. Elle assure notamment le suivi des élèves scolarisés à la suite de la mise en demeure mentionnée à l'article L. 131-10 du code de l'éducation. Cette cellule de lutte contre l'évitement scolaire doit fonctionner comme une déclinaison thématique de la CLIR.

#### **IV. REMONTEE D'INFORMATIONS**

Des outils simplifiés de remontée d'informations par les préfetures ont été mis en place par le Secrétariat Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (SG-CIPDR) pour les actions relevant des piliers régaliens et sociaux.

Les indicateurs de l'axe 2 (pilier social) ont été simplifiés en lien avec l'agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) afin d'éviter les redondances avec les éléments attendus au titre des engagements issus du comité interministériel des villes (CIV) et se servir d'un certain nombre de données préexistantes au sein des agences ou administrations centrales.

#### **V. APPUIS AU PROFIT DU RESEAU TERRITORIAL**

Les administrations centrales soutiennent et appuient les services et opérateurs qui relèvent de leur ressort, ou de leur tutelle, dans la mise en œuvre de cette politique publique prioritaire.

Le SG-CIPDR, chef de file de la lutte contre le séparatisme islamiste, accompagne les préfetures à travers :

- le cas échéant, à la demande de la préfeture, des recommandations et analyses techniques, en s'appuyant sur les départements ministériels et services du haut fonctionnaire de défense (SHFD) concernés ;

- des propositions de formation, en lien avec les services de ressources humaines, ou dédiés, des secrétariats généraux des ministères ;
- la fourniture d'outils pratiques : fiches thématiques regroupées dans un vademécum actualisé, lettre de diffusion mensuelle (actualités ; actions innovantes ...) ;
- la possibilité, dès l'exercice budgétaire de 2022, d'utiliser des crédits du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) au profit de cette politique publique (formations locales, sollicitations d'expertises particulières, co-construction des offres alternatives, ...) ;
- la mobilisation, le cas échéant, pour les dossiers emblématiques, interdépartementaux ou particulièrement sensibles, de la CLIR nationale.

## **VI. ACTION DE LA CELLULE NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'ISLAMISME RADICAL ET LE REPLI COMMUNAUTAIRE (CLIR-N)**

En complément de l'accompagnement du réseau territorial, la CLIR nationale, qui ne se substitue en aucun cas aux CLIR réunies autour des préfets, peut :

- intervenir auprès des ministères, services et opérateurs centraux pour, le cas échéant, faire procéder à une analyse précise de situations au regard du droit applicable, faire préciser les doctrines administratives applicables (ex. pour les organismes privés d'enseignement à distance ou de formation professionnelle). Elle s'appuie pour cela sur un réseau interministériel. Elle peut être réunie au niveau des cabinets ministériels ou au niveau des administrations. Dans cette configuration, les Hauts fonctionnaires de défense (HFDS) s'adjoignent l'expertise des directions métiers ou support de leur périmètre ministériel.
- coordonner la réponse sur les dossiers sensibles, emblématiques ou intéressant plusieurs préfectures, de manière à articuler le niveau d'intervention locale le plus pertinent (par exemple pour le cas d'emprises foncières ou de groupements situés dans plusieurs départements).





MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Stratégie de lutte contre le **séparatisme islamiste**

Agir contre les atteintes  
aux principes républicains

29 novembre 2021

---

**« Aujourd'hui, nous ne devons pas nous masquer :  
quand on parle de laïcité, on ne parle pas vraiment de laïcité.**

*On parle du communautarisme qui s'est installé  
dans certains quartiers de la République.  
On parle d'une sécession qui s'est parfois  
sournoisement installée parce que la République avait  
déserté ou n'avait pas tenu ses promesses.  
On parle de gens qui au nom d'une religion poursuivent  
un projet politique, celui d'un islam politique qui  
veut faire sécession avec notre République. »*

**25 avril 2019**

**Discours de M. le Président de la République,**  
à l'issue du Grand Débat national

---

« **Ce à quoi nous devons nous attaquer, c'est le séparatisme islamiste.**

*C'est un projet conscient, théorisé, politico-religieux, qui se concrétise par des écarts répétés avec les valeurs de la République, qui se traduit souvent par la constitution d'une contre-société et dont les manifestations sont la déscolarisation des enfants, le développement de pratiques sportives, culturelles communautarisées qui sont le prétexte pour l'enseignement de principes qui ne sont pas conformes aux lois de la République. C'est l'endoctrinement et par celui-ci, la négation de nos principes, l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité humaine. »*

**2 octobre 2020**

**Discours de M. le Président de la République,**  
Les Mureaux

# SOMMAIRE

## Les trois axes stratégiques identifiés

### **AXE 1: Lutter contre les atteintes aux valeurs, aux principes et aux lois de la République**

**Les 7 engagements** pour lutter contre les atteintes aux principes de la République:

- **Engagement # 01** → Déployer sur l'ensemble du territoire les cellules de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR)
- **Engagement # 02** → Défendre la laïcité dans les services publics
- **Engagement # 03** → Protéger les acteurs associatifs du risque d'entrisme séparatiste
- **Engagement # 04** → Garantir à chaque enfant une éducation conforme aux valeurs républicaines
- **Engagement # 05** → Agir contre les atteintes à la dignité humaine et à l'égalité entre les femmes et les hommes
- **Engagement # 06** → Lutter contre la haine en ligne et le cyber-islamisme
- **Engagement # 07** → Lutter contre le séparatisme islamiste dans le sport

## **AXE 2: Agir contre les séparatismes en concrétisant la promesse républicaine d'égalité des chances**

**Les 10 engagements** pour # La République en actes :

- **Engagement # 01** → Assurer la réussite scolaire et éducative
- **Engagement # 02** → Accompagner la transformation urbaine des quartiers et favoriser la mixité sociale
- **Engagement # 03** → Garantir une offre de services républicaine de proximité
- **Engagement # 04** → Développer les actions pour l'égalité des chances
- **Engagement # 05** → Soutenir les engagements des associations pour les valeurs de la République
- **Engagement # 06** → Assurer la présence de professionnels qualifiés au contact des jeunes
- **Engagement # 07** → Agir pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes
- **Engagement # 08** → Renforcer la politique de prévention de la délinquance et le lien de confiance police-population
- **Engagement # 09** → Pérenniser les initiatives « Vacances apprenantes » et « Quartiers d'été »
- **Engagement # 10** → Piloter une politique de résultats par des méthodes renouvelées

## **AXE 3: Favoriser l'engagement des musulmans contre l'islamisme radical**

**Les 6 engagements** pour favoriser l'engagement de l'islam contre l'islamisme radical :

- **Engagement # 01** → Renforcer le régime de liberté d'exercice des cultes consacrée dans la loi de 1905
- **Engagement # 02** → Mettre fin au système des imams détachés et favoriser l'émergence d'imams formés et recrutés en France
- **Engagement # 03** → Améliorer la transparence du financement du culte musulman
- **Engagement # 04** → Accompagner la structuration locale du culte musulman
- **Engagement # 05** → Soutenir l'islamologie française
- **Engagement # 06** → Conforter l'action de la fondation de l'islam de France



## Synthèse

Le 2 octobre 2020, lors de son discours des Mureaux, le président de la République a appelé à un « réveil républicain » et fixé les orientations d'une action résolue de lutte contre les dérives séparatistes.

Un an après, une politique d'ensemble est effectivement déployée, dans tous les territoires, pour lutter contre les atteintes aux principes républicains, pour incarner la promesse républicaine d'égalité des chances et pour accompagner l'organisation de l'islam de France.

L'adoption de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République marque une étape décisive dans cette entreprise fondamentalement républicaine. Par ses nouvelles dispositions, la loi garantit que rien ni personne ne puisse, au nom d'une idéologie ou d'une religion dévoyée, faire prévaloir ses propres règles sur les principes et les valeurs de la République.

Cette stratégie globale se déploie aujourd'hui dans trois directions.

### # 01 - Un pilier régalien pour lutter contre le séparatisme dans les tous les domaines de la vie collective

*« Le premier axe de ce réveil, de ce patriotisme républicain (...), c'est d'abord un ensemble de mesures d'ordre public et de neutralité du service public, qui constituent des réponses immédiates, fermes à des situations constatées, connues, contraires à nos principes. »*

Lutter contre l'islamisme radical, c'est d'abord entraver les foyers de séparatisme. Ainsi, dès le début de l'année 2018, le Gouvernement a expérimenté une politique de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire dans 15 quartiers, que des résultats encourageants ont conduit à généraliser dès la fin de l'année de l'année 2019 à travers la création des cellules départementales de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR). Au total, depuis 2018, cette politique s'est traduite par :

- plus de 24 000 contrôles (personnes morales et physiques) ;
- donnant lieu à près de 650 fermetures d'établissements ;
- et à plus de 45 millions d'euros de redressement.

Ces résultats démontrent la ferme volonté du Gouvernement de lutter contre le séparatisme islamiste dans tous les territoires. Cette mobilisation interministérielle inédite permet d'apporter une réponse globale et pluridisciplinaire qui a d'ores et déjà fait la preuve de son efficacité.

Il s'agit désormais de poursuivre et d'amplifier cette politique de contrôle des structures séparatistes, avec les nouveaux outils offerts par la loi confortant le respect des principes de la République : dissolution des associations prônant la haine, la violence ou la discrimination ; encadrement renforcé de l'enseignement privé hors contrat ; fermeture temporaire des lieux de culte pour motifs séparatistes ; etc.<sup>1</sup>

- 
- **LE TERRORISME** : défini par le Code pénal : il recouvre des infractions pénales commises « intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».
  - **LA RADICALISATION VIOLENTE** : si la radicalisation violente n'a pas de définition juridique, elle est parfaitement délimitée sur les plans sociologique et criminologique aux niveaux national (depuis 2014), européen et international ; ses manifestations entrent aisément, soit dans les qualifications pénales de droit commun, soit dans l'objectif de sauvegarde de l'ordre public justifiant une action de police administrative. **Les trois critères** qui la fondent sont un changement inquiétant de comportement, l'adhésion à une idéologie extrémiste et l'adoption au moins en théorie de la violence.
  - **L'ISLAM RADICAL**, défini comme une doctrine socio-politique visant à soumettre les membres d'un groupe aux normes supposées propres à cette entité. Il conduit, dans certains territoires, à des phénomènes de **repli communautaire**, au **séparatisme** et à une **rupture** avec la République – **objet de la présente stratégie**.

La loi confortant le respect des principes de la République du 24 juin 2021 vient également étendre et renforcer la laïcité, garantie de neutralité des agents publics et d'égal accès de tous aux services publics :

- en son article premier, elle garantit l'application du principe de laïcité par tous les organismes privés et parapublics lorsqu'ils exécutent des missions de service public (CAF, CPAM, Pôle Emploi, chambres consulaires, organismes HLM, etc.) et l'étend aux délégataires de services publics (opérateurs de transport, prestataires de services, etc.). Les contrats de la commande publique seront mis en conformité d'ici l'été 2022 pour prévoir les mécanismes de sanction en cas de manquement à l'obligation de neutralité des délégataires.
- un nouveau régime de « déferé laïcité » au profit du préfet est institué pour prévenir les actes des collectivités locales qui porteraient gravement atteinte au principe de neutralité.
- des référents laïcité seront désignés dans chaque service public.
- les agents publics sont davantage protégés contre les pressions communautaires avec la création d'un « délit de séparatisme ».

Ce renforcement du principe de laïcité impliquait par ailleurs une nouvelle organisation administrative. Un comité interministériel de la laïcité a été installé par le Premier ministre le 15 juillet 2021 et a arrêté 17 décisions gouvernementales visant concrètement à faire vivre le principe de laïcité. En ce sens, tous les agents publics seront formés à la laïcité d'ici 2025. Le secrétariat du comité et la coordination des travaux interministériels sont assurés par le ministère de l'Intérieur, qui comporte désormais un bureau de la laïcité, placé au sein d'une nouvelle sous-direction des cultes et de la laïcité.

La loi vient également protéger les principaux domaines de la vie collective exposés au risque d'entrisme ou de dérives séparatistes.

Ainsi, les associations bénéficiaires de subventions publiques signeront à compter de 2022 un contrat d'engagement républicain. Il s'agit de veiller à ce que « *pas un euro d'argent public n'aille aux ennemis de la République* ». Ce contrat d'engagement républicain permettra de protéger l'immense majorité des associations qui font vivre au quotidien les valeurs de la République et de sanctionner celles qui se font les vecteurs du séparatisme, en suspendant et en reprenant les subventions publiques perçues.

De même, la lutte contre les pratiques contraires à la dignité humaine et à l'égalité femmes-hommes est renforcée par la loi du 24 août 2021 : traitement équitable d'un héritage devant notaire – via l'introduction de la réserve héréditaire –, renforcement de la lutte contre la polygamie avec une réserve introduite pour la délivrance de tous les titres de séjour, interdiction des certificats de virginités, dispositions nouvelles contre les mariages forcés.

La lutte contre la haine en ligne est sensiblement renforcée depuis le discours des Mureaux d'octobre 2020. La plateforme de signalement PHAROS fonctionne désormais 7j/7 et H24, avec un effectif de policiers et gendarmes augmenté de 24 à 54 aujourd'hui ; de même le ministre de la Justice a créé un parquet national spécialisé au sein du parquet de Paris en fonctionnement depuis janvier 2021 pour renforcer la réponse pénale aux agissements haineux sur internet et les réseaux sociaux. La loi du 24 août crée une nouvelle incrimination pénale pour diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale ou professionnelle d'une personne en vue de la mettre en danger, en référence directe aux attaques dont a été victime Samuel Paty, et permet la comparution immédiate des auteurs de discours de haine en ligne. Elle renforce également la responsabilisation des prestataires de services dans la lutte contre les contenus haineux (neutralisation plus rapide des sites dit miroirs qui reproduisent le contenu de sites haineux déjà bloqués par décision de justice ; déréférencement de ces sites).

Enfin, conformément aux engagements présidentiels, l'instruction à domicile et l'enseignement privé hors contrat sont désormais davantage encadrés par la loi pour garantir à chaque enfant une éducation conforme aux valeurs de la République.

## # 02 - Un pilier d'égalité des chances pour incarner la promesse républicaine

*« S'il faut faire craindre la République en appliquant ses règles sans faiblesse et redonner force à la loi, (...) il faut aussi la faire aimer à nouveau en démontrant qu'elle peut permettre à chacun de construire sa vie. Nous avons au fond un devoir d'espoir. [...] Notre horizon est simple: c'est assurer une présence républicaine au bas de chaque tour, au bas de chaque immeuble. Là où nous avons reculé il faut revenir. »*

Les réformes mises en place depuis 2017 sont portées par la volonté d'assurer une vraie égalité pour tous et de permettre l'émancipation de chacun. Ainsi, le dédoublement des classes de grandes sections, de CP et de CE1 dans les REP et REP+, bénéficie à 300 000 élèves de CP et CE1 et 20 000 de grande section. Les « cordées de la réussite » ont accompagné 200 000 jeunes sur l'année scolaire 2020/2021 dans leur orientation scolaire et professionnelle et pour lutter contre l'autocensure. La réussite éducative est au cœur de l'ambition portée pour la jeunesse. 40 nouvelles « Cités éducatives » ont été mises en place en 2021 dans les territoires aux plus forts enjeux.

Pour favoriser la mixité sociale et accompagner la transformation urbaine des quartiers, le nouveau programme national de renouvellement urbain a été relevé à 12 milliards d'euros au bénéfice de 480 quartiers et de leurs habitants. L'exigence de mixité sociale dans le logement est portée par la mise en œuvre méthodique de la loi SRU et le renforcement des dispositions de loi inscrit dans le projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale. Le Plan France Relance est engagé à hauteur de 4 milliards d'euros pour la rénovation des bâtiments tels que les logements sociaux et les bâtiments publics de l'État et des collectivités territoriales.

Le développement et l'implantation partout sur le territoire de 117 Micro-Folies dès 2020 et de 300 nouveaux Espaces France Services en 2021 participent au « réengagement de la République », qui se traduit aussi par un soutien actif et engagé auprès des acteurs associatifs locaux. Le Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) et l'Agence nationale de la cohésion des territoires participent activement à cette politique de soutien local. 160 000 bénévoles par an bénéficient des aides à la formation du FDVA pour 20 000 journées de formation. Le Pacte avec les Quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE) accompagne les jeunes vers la formation et l'emploi et compte 92 entreprises adhérentes.

Ces engagements mobilisent tous les ministères et participent directement de la prévention des risques de décrochage ou de repli communautaire. En ce sens, le Premier ministre a réuni à trois reprises en 2021 le comité interministériel des villes et son instance de suivi, pour piloter le déploiement des mesures en direction des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Leur mise en œuvre a vocation à être concentrée et accélérée dans les territoires les plus exposés au risque de dérives séparatistes. Dans cet objectif, le Premier ministre a demandé aux préfets de déployer selon des méthodes renouvelées les dix engagements gouvernementaux avec le plus d'impact pour l'égalité des chances dans les 60 quartiers de reconquête républicaine (circulaire du 24 juin 2021).

## # 03 - Un pilier relatif à l'organisation de l'islam de France

*« Bâtir enfin un islam en France qui puisse être un islam des Lumières. (...) Il nous faut aider cette religion dans notre pays à se structurer pour être un partenaire de la République pour ce qui est des affaires que nous avons en partage. »*

Le régime d'organisation des cultes est actualisé en profondeur par la loi du 24 août 2021 pour revenir aux fondamentaux de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État :

- confortement des associations cultuelles (gouvernance, patrimoine, financements);
- clarification de la distinction entre activités cultuelles et culturelles ou sociales;
- lutter contre les ingérences étrangères grâce à la déclaration obligatoire des financements étrangers au-delà d'un certain seuil;

- mise à jour de la police des cultes pour assurer que les lieux de culte ne soient pas détournés de leur vocation, par exemple en devenant des lieux d'activité électorale ou de relais à des propos ou des théories incitant à la violence ou la haine.

Le culte musulman est particulièrement concerné par ces évolutions alors que plus de 90 % des 2600 mosquées en exercice ne sont pas organisées aujourd'hui selon le cadre prévu en 1905 autour d'associations culturelles dédiées.

Afin de mobiliser les Français de confession musulmane dans cette bataille républicaine contre le séparatisme islamiste, les pouvoirs publics accompagnent ces orientations présidentielles à travers des mesures garantissant la liberté et la protection des acteurs du culte musulman œuvrant pour une religiosité apaisée au sein de la société française, libérée des ingérences étrangères, et des mesures d'accompagnement à la structuration locale du culte en instaurant un dialogue régulier avec les acteurs de terrain et en donnant les moyens de rayonner aux initiatives se déployant dans le champ culturel et dans le domaine de la recherche.

Le Conseil français du culte musulman s'est engagé dans cette voie dès le mois de janvier 2021 en proposant une charte des principes de l'islam de France, de 10 articles, précisant qu'« aucune conviction religieuse ne peut être invoquée pour se soustraire aux obligations de citoyens ». Les signataires souscrivent aux principes de liberté de conscience et d'égalité entre les femmes et les hommes, s'engagent à rejeter toute forme de discrimination et de haine, mais aussi à refuser l'islamisme radical et toute ingérence étrangère.

L'amélioration de la formation théologique des cadres religieux musulmans reste un enjeu majeur et doit permettre de favoriser l'émergence d'un islam de France moins perméable aux interprétations littéralistes et intolérantes. Une formation académique profane complémentaire des ministres du culte permet d'améliorer leur compréhension des diverses traditions et formes de pensée présentes dans une société démocratique et pluraliste.

Aussi, il est mis fin au détachement en France d'imams étrangers, fonctionnaires détachés de leurs pays. La mise en œuvre d'ores et déjà engagée de cette mesure sera achevée dès 2024.

Enfin, l'émergence de structures locales fédérant au-delà des affiliations ethno-nationales permet un dialogue de proximité avec les acteurs de terrain identifiés. Ces structures doivent devenir, à terme, des interlocuteurs réguliers des pouvoirs publics. Au-delà, elles permettront une meilleure gestion des dossiers en lien avec les préfetures et les élus locaux sur les questions de fond, telles que la construction ou la sécurisation des lieux de culte, l'organisation des fêtes religieuses, ou sur des sujets ponctuels mais importants comme la mise en œuvre des mesures de prévention contre l'épidémie de COVID-19.

L'organisation du culte par la base, par les acteurs du culte et dans le respect de la volonté des musulmans eux-mêmes, doit permettre, à court terme, la réalisation d'actions locales concrètes au bénéfice des fidèles et, à plus long terme, une structuration solide, durable et indépendante.

Le Gouvernement porte une stratégie globale de lutte contre le séparatisme islamiste, dont la loi confortant le respect des principes de la République constitue la clé de voûte.

Conformément au discours des Mureaux du Président de la République du 2 octobre 2020, cette stratégie repose ainsi sur trois piliers :

- une stratégie d'entrave pour lutter contre les atteintes aux valeurs, aux principes et aux lois de la République ;
- une stratégie d'incarnation de la promesse républicaine d'égalité des chances laquelle est d'ores et déjà transcrite dans la circulaire du Premier ministre du 24 juin 2021 relative à l'égalité des chances dans les quartiers de reconquête républicaine ;
- une stratégie d'accompagnement de la structuration du culte musulman et de l'engagement des institutions musulmanes dans la lutte contre l'islam radical.

Ces trois axes stratégiques sont déclinés en actions et indicateurs de résultats dans la présente stratégie d'ensemble.

# AXE 1

## # Lutter contre les atteintes aux valeurs, aux principes et aux lois de la République

### Les 7 engagements pour lutter contre les atteintes aux principes de la République :

- **Engagement # 01** → Déployer sur l'ensemble du territoire les cellules de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR)
- **Engagement # 02** → Défendre la laïcité dans les services publics
- **Engagement # 03** → Protéger les acteurs associatifs du risque d'entrisme séparatiste
- **Engagement # 04** → Garantir à chaque enfant une éducation conforme aux valeurs républicaines
- **Engagement # 05** → Agir contre les atteintes à la dignité humaine et à l'égalité entre les femmes et les hommes
- **Engagement # 06** → Lutter contre la haine en ligne et le cyber-islamisme
- **Engagement # 07** → Lutter contre le séparatisme islamiste dans le sport



## ENGAGEMENT # 01 → DÉPLOYER SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE LES CELLULES DE LUTTE CONTRE L'ISLAMISME ET LE REPLI COMMUNAUTAIRE (CLIR)

### ✓ OBJECTIFS

- Assurer la pleine efficacité des Cellules de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR) dans chaque département qui mobilisent tous les services déconcentrés et les opérateurs de l'État pour déployer un travail partenarial 360° efficient.
- Sous le pilotage opérationnel des préfets, en coordination étroite avec les procureurs de la République, déployer les contrôles des structures relevant des mouvances séparatistes et sanctionner les manquements aux lois et valeurs de la République.
- Mettre en œuvre les nouveaux outils de la loi confortant le respect des principes de la République (CRPR): fermeture temporaire des lieux de cultes pour motifs séparatistes (incitation à la haine et à la violence); dissolution d'associations pour motifs séparatistes; encadrement renforcé des établissements privés hors contrat; sanctions des pratiques contraires à la dignité humaine et à l'égalité entre les femmes et les hommes; etc.

### ✓ ACTIONS

- 01** → Dans le prolongement de la promulgation de la loi du 24 août, une nouvelle impulsion est donnée à la politique gouvernementale de lutte contre le séparatisme islamiste. Une circulaire du Premier ministre vient consolider l'action des CLIR dans tous les départements pour mobiliser l'ensemble des services déconcentrés et des opérateurs de l'État, ainsi que certains partenaires de terrain (élus et collectivités locales; organismes HLM; acteurs sociaux...) et pour développer les actions de contrôle des structures relevant du séparatisme et y apporter des sanctions.
- 02** → Dans le prolongement de la « task force séparatisme » créée en 2021, création d'une CLIR NATIONALE INTERMINISTÉRIELLE animée par le ministère de l'Intérieur pour appuyer le travail des CLIR locales et traiter les enjeux relevant du niveau national ou commun à plusieurs départements. Le secrétariat général du comité interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR) est chargé du secrétariat de la CLIR nationale et d'animer les travaux des CLIR départementales avec en particulier la mise en place par le SG-CIPDR d'un vade-mecum opérationnel et de fiches réflexe des procédures de contrôle et d'entrave et d'une « e-letter » mensuelle dédiée aux enjeux sujets de lutte contre le séparatisme dans les territoires.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Contrôle mensuel d'activités via l'outil de suivi avec indicateurs de contrôle relatifs au volume de contrôle CODAF, URSSAF, CAF et autres; au nombre de fermetures prononcées; aux types d'établissements contrôlés (scolaires; lieux de cultes; commerces; associations sportives; associations culturelles; autres); aux montants des avoirs saisis ou redressés.
- ✓ Suivi des contrôles sur les territoires particulièrement exposés au risque de dérives séparatistes – les quartiers de reconquête républicaine (QRR) – objets de l'axe 2 de la présente stratégie d'ensemble.
- ✓ Nombre de signalements transmis au procureur de la République au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale dans le cadre de la présente stratégie.

- ✓ Déploiement des nouveaux outils de la loi CRPR :
  - nombre de procédures de dissolutions administratives initiées pour motifs séparatistes (hors motif terrorisme relevant de la loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme / SILT);
  - nombre de fermetures temporaires de lieux de culte pour motifs séparatistes;
  - nombre d'oppositions à déclaration et de fermeture d'établissements privés hors contrat ne respectant pas les lois de la République;
  - nombre de refus d'instruction en famille.

NOTA : dans un souci de cohérence opérationnelle, les référents/correspondants « RADICALISATION » dans les ministères, les préfectures, les différentes administrations et les organismes partenaires peuvent également être référents/correspondants « SÉPARATISME ».

## ENGAGEMENT # 02 → DÉFENDRE LA LAÏCITÉ DANS LES SERVICES PUBLICS

### ✓ OBJECTIFS

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République (CRPR) porte plusieurs dispositions essentielles pour garantir et étendre le respect du principe de laïcité.

Un comité interministériel de la laïcité a été installé par le Premier ministre le 15 juillet 2021 et a arrêté 17 décisions visant à :

- garantir le respect des principes de neutralité et de laïcité dans tous les services publics;
- former tous les agents publics à la laïcité;
- diffuser une culture de la laïcité dans tous les services publics;
- promouvoir notre modèle de laïcité avec la société civile;
- coordonner le travail interministériel sur la laïcité.

### ✓ ACTIONS

- 01** → Veiller à la bonne application par tous les organismes publics, parapublics et privés chargés d'une mission de service public de la bonne application des principes de neutralité et de laïcité, ainsi que par les organismes HLM et les entreprises de transport ferroviaire, selon la reconnaissance apportée par la loi la loi du 24 août 2021 (article premier).
- 02** → Extension par la loi du 24 août 2021 des principes de neutralité et de laïcité aux organismes délégataires d'une mission de service public: préciser par circulaire les nouvelles obligations des titulaires de la commande publique en matière de respect des principes de neutralité et de laïcité: mise en conformité des contrats en cours et introduction de mécanisme de sanction en cas de non-respect.
- 03** → Systématiser des référents laïcité et faire vivre le réseau des référents laïcité dans les administrations de l'État, territoriales, hospitalières, ainsi que dans leurs établissements publics.
- 04** → Renforcer le contrôle juridictionnel des actes des collectivités locales portant atteinte au principe de neutralité des services publics. Le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, en collaboration avec les associations d'élus, élaborera une circulaire permettant la mise en œuvre de cette nouvelle procédure de déféré-laïcité.
- 05** → Protéger les agents publics et les élus de toute menace, violence ou intimidation des usagers exigeant une application différenciée des règles du service public (nouveau délit de « pression séparatiste » créé par la loi du 24 août 2021).

- 06** → Actualiser la charte de la laïcité dans les services publics afin d'en faire un cadre de référence mieux connu des agents publics.
- 07** → Former 100 % des agents publics au principe de laïcité sous 4 ans, grâce à la mise en place d'un programme de formation interministériel, ainsi que les publics les plus concernés (éducateurs spécialisés, médiateurs sociaux, fédérations sportives en s'appuyant sur la formation valeurs de la République et laïcité de l'agence nationale de la cohésion des territoires).
- 08** → Organiser chaque 9 décembre une journée nationale de la laïcité, pour fédérer les initiatives prises dans tous les départements, et remettre à cette occasion le prix de la laïcité de la République française.
- 09** → Coordonner le travail interministériel grâce à la création d'un bureau de la laïcité, au sein du ministère de l'Intérieur, qui sera chargé du secrétariat du comité interministériel de la laïcité.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre d'agents publics formés au principe de laïcité par département ministériel de la fonction publique d'État.
- ✓ Nombre de demandes de suspensions déposées/gagnées pour atteinte grave aux principes de laïcité et de neutralité des services publics.

## ENGAGEMENT # 03 → PROTÉGER LES ACTEURS ASSOCIATIFS DU RISQUE D'ENTRISME SÉPARATISTE

## ✓ OBJECTIFS

- Mettre en œuvre le contrat d'engagement républicain (CER) pour encadrer les subventions attribuées aux associations par les collectivités publiques, ainsi que les agréments de l'État

## ✓ ACTIONS

- 01** → Faire signer le CER à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 aux responsables d'associations sollicitant une subvention publique ou un agrément d'État.
- 02** → Faire appliquer le CER par l'ensemble des collectivités locales: adaptation de tous les CERFA et remplacement des chartes locales de la laïcité par le CER.
- 03** → Contrôler la mise en œuvre des engagements du CER et engager les procédures de reprise des subventions et de retrait d'agrément en cas de manquement constaté .
- 04** → Former les acteurs du monde associatif aux valeurs de la République et à la laïcité.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de retraits de subvention ou d'agrément opérés pour manquement aux engagements du contrat d'engagement républicain et montant total des subventions retirées

## ENGAGEMENT # 04 → GARANTIR À CHAQUE ENFANT UNE ÉDUCATION CONFORME AUX VALEURS RÉPUBLICAINES

### ✓ OBJECTIFS

- Instruction obligatoire à l'école dès 3 ans.
- Instruction à domicile strictement limitée.
- Encadrement renforcé des écoles hors contrat.
- Fin des enseignements de langue et de culture d'origine (ELCO) et déploiement des enseignements internationaux de langue étrangère (EILE).

### ✓ ACTIONS

- 01 → Renforcer le contrôle des établissements privés hors contrat.
- 02 → Assurer le contrôle de 100 % des demandes d'instruction dans la famille.
- 03 → Améliorer la connaissance des publics instruits en famille ou non-inscrits dans un établissement en partenariat avec les maires et les caisses d'allocations familiales (CAF) → par la transmission systématique du fichier CAF des allocataires bénéficiaires de la prime de rentrée scolaire aux maires dès la rentrée scolaire 2023.
- 04 → Développer et promouvoir auprès de la communauté éducative des offres de formation interdisciplinaires permettant de renforcer la méthodologie d'évaluation et les contenus d'une part et de repérer des signaux de radicalisation, de séparatisme et de repli communautaire d'autre part.
- 05 → Installation des « cellules départementales d'évitement scolaire » qui s'inscrivent dans le périmètre du travail des CLIR.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de contrôles des établissements privés hors contrat.
- ✓ Nombre d'oppositions aux projets d'ouvertures d'établissements privés hors contrat formulées et de fermetures.
- ✓ Nombre et taux de contrôles pédagogiques des enfants instruits dans la famille.
- ✓ Contrôles de qualité et d'honorabilité des enseignants EILE.
- ✓ Suivi des enfants de + 3 ans soustraits à l'obligation scolaire.

## ENGAGEMENT # 05 → AGIR CONTRE LES ATTEINTES À LA DIGNITÉ HUMAINE ET À L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

### ✓ OBJECTIFS

- Lutter contre les pratiques communautaires contraires à la dignité humaine et à l'égalité entre les femmes et les hommes en s'appuyant sur les nouvelles dispositions législatives de la Loi confortant le respect des principes de la République

### ✓ ACTIONS

- 01 → Lutter contre la polygamie (réserve générale de polygamie pour la délivrance des titres de séjour).
- 02 → Lutter contre les mariages forcés (renforcement de la protection du consentement de futurs époux).
- 03 → Interdire et sanctionner l'établissement de certificats de virginité.
- 04 → Renforcement de la protection des héritiers réservataires.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de signalements effectués auprès du procureur de la République au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale par les officiers d'état civil pour les mariages forcés.
- ✓ Nombre d'infractions relevées au titre des mariages forcés et des certificats de virginité.
- ✓ Nombre de titres de séjour refusés ou retirés pour personne en état de polygamie

## ENGAGEMENT # 06 → LUTTER CONTRE LA HAINE EN LIGNE ET LE CYBER-ISLAMISME

### ✓ OBJECTIFS

- Lutter plus efficacement contre les discours de haine et les contenus illicites en ligne.
- Assurer une veille des réseaux sociaux et effectuer un travail de riposte et de contre-discours face à la rhétorique séparatiste

### ✓ ACTIONS

- 01 → Renforcement des capacités opérationnelles de PHAROS, passées de 24 à 54 ETP pour assurer un fonctionnement 24h/24, 7j/7, et création d'un département judiciaire dédié visant à parfaire les procédures au fond avant transmission aux parquets compétents
- 02 → Montée en puissance du pôle national de lutte contre la haine en ligne au sein du parquet Paris à compétence nationale pour les affaires complexes de cyber-harcèlement et de propos haineux en ligne
- 03 → Mobilisation des réseaux sociaux et plateformes dans le cadre du Groupe de contacts permanents piloté par le ministère de l'Intérieur (DPSIS) et développement des partenariats publics / privés pour améliorer les protocoles de lutte contre la haine en ligne et le cyber-islamisme.



- 04** → Création par la loi CRPR de nouvelles dispositions permettant de mieux lutter contre la haine en ligne :
- disposition sanctionnant la mise en danger de la vie d'autrui par diffusion d'informations sur la vie privée d'une personne sur les réseaux sociaux ;
  - disposition permettant de neutraliser plus rapidement les sites qui reproduisent le contenu de sites haineux faisant déjà l'objet d'un blocage par décision de justice (« sites miroirs ») ;
  - comparution immédiate désormais prévue pour les abus les plus graves et manifestes à la liberté d'expression (délits de provocations publiques à la haine ou à la violence, de négationnisme, etc.).
- 05** → Lancement au sein du ministère de l'Intérieur (SG-CIPDR) d'une unité de contre-discours républicain (UCDR).
- 06** → Production d'un rapport annuel sur la dissémination des contenus haineux en ligne et les moyens de lutte contre ce phénomène par l'Observatoire de la haine en ligne

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de signalements enregistrés par PHAROS, de transmission aux services enquêteurs et taux de retrait par les opérateurs des contenus haineux signalés par PHAROS
- ✓ Nombre de dossiers suivis par le pôle national Haine en ligne du parquet de Paris
- ✓ Nombre d'infractions relevées pour délit de mise en danger de la vie d'autrui par la diffusion d'informations relatives à la vie privée / professionnelle.

## ENGAGEMENT # 07 → LUTTER CONTRE LE SÉPARATISME ISLAMISTE DANS LE SPORT

### ✓ OBJECTIFS

- Développer le soutien et l'accompagnement des acteurs en complétant l'offre de formations, d'actions de sensibilisation par un renforcement du maillage territorial, notamment grâce à la mission nationale d'appui.

### ✓ ACTIONS

- 01** → Identifier dans le cadre des CLIR des structures sportives soumises à des faits de communautarisme - notamment celles au sein desquelles des mineurs sont soumis à des influences délétères et avec une vigilance particulière sur les stands de tir et les disciplines « sports de combat ».
- 02** → Organiser le contrôle administratif de ces structures.
- 03** → Mobiliser les réseaux de référents « sports » des services déconcentrés et des fédérations sportives.
- 04** → Développer la formation des acteurs du sport à la lutte contre le séparatisme, en complément de celle déjà effectuée en matière de prévention de la radicalisation conformément au PNPR.
- 05** → Intégrer les sujets de communautarisme dans les travaux des conférences régionales du sport afin d'harmoniser la démarche de prévention et de resserrer les liens avec l'ensemble des acteurs et les collectivités.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de contrôles opérés par les CLIR dans le champ sportif dans les territoires
- ✓ Nombre de signalements (hors CLIR et CNAPR) enregistrés dans les territoires, à travers l'utilisation expérimentale de l'outil « faits établissements » de l'Éducation nationale
- ✓ Nombre d'acteurs du monde du sport sensibilisés et/ou formés au sein des personnels de l'État (services déconcentrés, établissements et CTS) et des membres des fédérations sportives
- ✓ Nombre de contrats de délégation signés par le ministère des Sports avec les fédérations sportives, intégrant des engagements sur la lutte contre les atteintes aux principes de la République
- ✓ Nombre de conventions conclues entre les fédérations, le ministère des Sports et le SG-CIPDR pour des actions de formation et/ou de signalement en matière de radicalisation

## AXE 2

# # LA RÉPUBLIQUE EN ACTES

## Agir contre les séparatismes en concrétisant la promesse républicaine d'égalité des chances

### Les 10 engagements pour # la République en actes :

- **Engagement # 01** → Assurer la réussite scolaire et éducative
- **Engagement # 02** → Accompagner la transformation urbaine des quartiers et favoriser la mixité sociale
- **Engagement # 03** → Garantir une offre de services républicaine de proximité
- **Engagement # 04** → Développer les actions pour l'égalité des chances
- **Engagement # 05** → Soutenir les engagements des associations pour les valeurs de la République
- **Engagement # 06** → Assurer la présence de professionnels qualifiés au contact des jeunes
- **Engagement # 07** → Agir pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes
- **Engagement # 08** → Renforcer la politique de prévention de la délinquance et le lien de confiance police-population
- **Engagement # 09** → Pérenniser les initiatives « Vacances apprenantes » et « Quartiers d'été »
- **Engagement # 10** → Piloter une politique de résultats par des méthodes renouvelées

Cet axe « égalité des chances » de la stratégie d'ensemble est l'objet de la circulaire du Premier ministre du 24 juin 2021 relative à l'égalité des chances dans les quartiers de reconquête républicaine. Il s'agit de concentrer et d'accélérer la mise en place des dispositifs les plus impactants pour l'égalité des chances dans les territoires les plus exposés au risque de dérive ou d'emprise séparatiste.

## ENGAGEMENT # 01 → ASSURER LA RÉUSSITE SCOLAIRE ET ÉDUCATIVE

### ✓ OBJECTIF

→ Développer une offre scolaire renouvelée et de soutien périscolaire fiable.

### ✓ ACTIONS

- 01 → Mise en place effective des classes dédoublées dans les grandes sections, CP et CE1 des établissements REP et REP +
- 02 → Déploiement du Plan Mercredi
- 03 → Mise en place d'une cité éducative, pour renforcer la réussite scolaire, assurer la continuité éducative et ouvrir les horizons – NOTA → objectif 200 Cités éducatives en 2022
- 04 → Renforcer l'apprentissage de la langue arabe et turque dans les écoles et établissements scolaires
- 05 → Développer le programme de réussite éducative
- 06 → Assurer une offre d'activités éducatives hors temps scolaire
- 07 → Renforcer l'apprentissage des langues vivantes dans le cadre périscolaire.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de classes dédoublées en grande section, CP, CE1
- ✓ Déploiement d'une cité éducative
- ✓ Déploiement d'un programme de réussite éducative

## ENGAGEMENT # 02 → ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION URBAINE DES QUARTIERS ET FAVORISER LA MIXITÉ SOCIALE

### ✓ OBJECTIF

→ Transformer le cadre de vie des habitants et favoriser la mixité sociale dans les quartiers

### ✓ ACTIONS

- 01 → Déployer le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).
- 02 → Encourager et soutenir les projets urbains des collectivités locales et des organismes HLM, en promouvant la rénovation du parc social, le traitement des copropriétés dégradées et l'accession à la propriété.
- 03 → Définir une stratégie intercommunale d'attribution des logements sociaux pour favoriser la mixité sociale à l'échelle des villes et des quartiers.

- 04** → Faire de la mixité sociale un objectif incontournable en prenant en compte également l'accueil d'activités économiques nouvelles, afin de développer la mixité fonctionnelle.
- 05** → Intégrer la qualité environnementale dans les programmes de rénovation.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Conclusion de la convention de renouvellement urbain - NPNRU (Quartiers d'Intérêts Nationaux/ Quartiers d'Intérêts Régionaux)
- ✓ Conclusion de la convention intercommunale d'attribution de logements sociaux

## ENGAGEMENT # 03 → GARANTIR UNE OFFRE DE SERVICES RÉPUBLICAINE DE PROXIMITÉ

### ✓ OBJECTIFS

- Garantir l'accès effectif aux services publics de proximité

### ✓ ACTIONS

- 01** → Implanter a minima un ESPACE FRANCE SERVICES ou un BUS FRANCE SERVICES.
- 02** → Assurer la présence d'un centre social pour l'offre de services à la population dans chaque quartier (Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et mobilisation nationale pour les habitants des quartiers).
- 03** → Garantir un accès effectif aux parcours de santé et aux soins en proximité, le cas échéant au sein d'une maison de santé pluridisciplinaire ou d'un centre de santé.
- 04** → Assurer l'activité d'un point d'accès au droit ou d'une maison de la justice et du droit, en lien avec les autorités judiciaires.
- 05** → Implanter une MICRO-FOLIES pour l'accès à la culture, la création artistique ainsi qu'à des actions d'éducatrices aux médias et à l'information, en lien avec le réseau de lecture publique (bibliothèques).

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Déploiement d'une Maison France Services ou d'un bus France Service.
- ✓ Nombre de centres sociaux et leurs antennes, Espaces de Vie Sociale



### OBJECTIFS

- Déployer les dispositifs d'égalité des chances pour l'ambition scolaire et professionnelle
- Favoriser l'accessibilité aux dispositifs pour tous les jeunes, notamment les jeunes sous-main de justice et ceux suivis en protection de l'enfance.

### ACTIONS

- 01** → Mettre en place des cordées de la réussite en doublant le nombre d'élèves bénéficiaires à échéance N +1 (200 000 élèves bénéficiaires en 2020-2021).
- 02** → Permettre l'accès à un internat d'excellence (1 internat / département d'ici 2022).
- 03** → Développer le parrainage en milieu scolaire et pour l'insertion sociale et professionnelle en doublant le nombre de jeunes bénéficiaires à échéance N +1.
- 04** → Offrir des stages de 3<sup>e</sup> de qualité.
- 05** → Déployer à l'échelon local des classes préparatoires « Talents du service public », accompagnant les jeunes dans la préparation des concours de la fonction publique.
- 06** → Déployer prioritairement le « PLAN 10 000 JEUNES » du ministère de l'Intérieur = stages de découverte pour les classes de 3<sup>e</sup>, cadets de la police et de la gendarmerie nationales, jeunes sapeurs-pompiers volontaires, réserves opérationnelles de la gendarmerie et de la police nationales, etc.
- 06 bis** → Soutenir également les dispositifs complémentaires - cadets de la Défense, service civique, service national universel (SNU), réserves opérationnelles des armées, etc. - et promouvoir les parcours d'intégration professionnelle = gendarme adjoint volontaire, adjoint de sécurité de la police nationale, engagés volontaires des armées, etc.

### INDICATEURS

- ✓ Nombre de collèges et de lycées bénéficiant du dispositif « cordée de la réussite »
- ✓ Nombre de stages de 3<sup>e</sup>

## ENGAGEMENT # 05 → SOUTENIR LES ENGAGEMENTS DES ASSOCIATIONS POUR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

### ✓ OBJECTIF

→ Assurer une offre de ressources associatives et soutenir une réponse républicaine

### ✓ ACTIONS

- 01 → Diagnostiquer les besoins éducatifs, sociaux, environnementaux, culturels et sportifs dans les territoires et, en partenariat avec les collectivités locales, identifier les structures locales ou les ressources nationales mobilisables (fédérations) en mesure de proposer des actions dans les territoires.
- 02 → Soutenir les associations s'inscrivant dans les principes républicains pour proposer une offre d'activités scolaires, éducatives, environnementales, numériques, culturelles et sportives.
- 03 → Développer un dispositif d'accompagnement des associations républicaines du quartier dans la recherche de cofinancements, la mise en place de comités de financeurs locaux et le soutien à l'ingénierie.
- 04 → Poursuivre les appels à projets impact 2024 destinés à financer les actions socio-sportives dans la géographie prioritaire et orientées sur l'intégration citoyenne par le sport.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre d'associations agissant pour l'égalité entre les femmes et les hommes soutenues par des crédits d'État (BOP 147, 137, FIPD, PEC, etc.)

## ENGAGEMENT # 06 → ASSURER LA PRÉSENCE DE PROFESSIONNELS QUALIFIÉS AU CONTACT DES JEUNES

### ✓ OBJECTIF

→ Assurer au plus tôt la prise en charge des publics décrocheurs ou vulnérables par l'intervention immédiate de professionnels qualifiés

### ✓ ACTIONS

- 01 → Assurer l'intervention d'éducateurs de prévention spécialisée, en lien avec les conseils départementaux selon les engagements du comité interministériel des villes (300 médiateurs et 300 éducateurs spécialisés supplémentaires)
- 02 → Assurer des missions de médiation sur le terrain et dans l'espace public (adultes relais).
- 03 → Former les professionnels et animer un réseau.
- 04 → Soutenir les réseaux de prévention dans la méthodologie d'accompagnement du dispositif « Aller vers » et le travail sur l'adhésion des plus vulnérables.

- 05 → Déployer 200 adultes relais sportifs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les quartiers de reconquête républicaine (QRR) et les cités éducatives.
- 06 → Assurer l'intervention des professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse au sein des associations et établissements de quartier dans le cadre de l'animation de l'exposition interactive « 13-18 questions de justice ».

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de postes financés au titre du dispositif « adultes relais »
- ✓ Nombre de professionnels (médiateurs, éducateurs) mobilisés au titre des « bataillons de la prévention »

## ENGAGEMENT # 07 → AGIR POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES

### ✓ OBJECTIFS

- Repérer et accompagner de manière individualisée les jeunes ni en emploi, ni en formation, ni en études. Dispositif #1jeune1solution [<https://www.1jeune1solution.gouv.fr/>]
- Une attention particulière sera portée aux jeunes sous-main de justice et à ceux suivis en protection de l'enfance.
- Former les jeunes pas ou peu qualifiés.
- Accompagner vers la formation et l'emploi.

### ✓ ACTIONS

- 01 → Développer les emplois francs.
- 02 → Implanter a minima une cité de l'emploi (voire une antenne locale dédiée).
- 03 → Augmenter le nombre de garanties jeunes, de jeunes orientés vers les écoles de la 2<sup>e</sup> chance et les établissements pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE) en lien avec les missions locales.
- 04 → Développer les dispositifs de prépa-apprentissage et d'apprentissage
- 05 → Mobiliser les collectivités locales et les associations pour recruter des jeunes en parcours emploi compétences (PEC)
- 06 → Mener des opérations de jobdating au cœur du quartier pendant les vacances scolaires, en lien avec les acteurs locaux – notamment les associations de proximité.
- 07 → Déployer des dispositifs d'apprentissage et de formation professionnelle éphémères, en développant des partenariats occasionnels adaptés = formation professionnelle éphémère (ex.: cuisine mode d'emploi) ou parcours d'accompagnement / orientation professionnelle (ex.: Pass'Sport pour l'emploi).
- 08 → Mobiliser les entreprises (notamment pour les apprentis à la recherche d'un employeur) et les entreprises sociales inclusives (structures d'insertion par l'activité économique), au travers du dispositif « pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises » (PAQTE).

- 09 → Développer, diversifier et faire connaître l'offre de solutions pour les jeunes de 16 à 18 ans relevant de l'obligation de formation.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Déploiement d'une cité de l'emploi
- ✓ Nombre de jeunes de moins de 25 ans accompagnés en mission locale via un dispositif particulier (contrat d'engagement jeunes, garantie jeunes, prépa apprentissage, EPIDe, école de la deuxième chance, etc.)

## ENGAGEMENT # 08 → RENFORCER LA POLITIQUE DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET LE LIEN DE CONFIANCE POLICE-POPULATION

## ✓ OBJECTIFS

- prévenir l'entrée dans la délinquance et la récidive
- renforcer le lien de confiance police-population

## ✓ ACTIONS

- 01 → Mettre en place, dans chaque quartier, des instances de travail à l'instar des groupes de partenariat opérationnel (GPO) ou des contrats opérationnels gendarmerie dédiés aux relations police-population.
- 02 → Installer a minima un délégué à la cohésion police-population sur le quartier.
- 03 → S'appuyer sur les intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie (ISCG) pour « mieux aller vers » et prendre en charge les victimes.
- 04 → En s'appuyant sur des partenariats (Police ou Gendarmerie + municipalité + prévention spécialisée) → déployer un dispositif de médiation au pied des immeubles (ex. = dispositif des « maraudes » / Lab'PSQ)
- 05 → Assurer la présence d'un coordonnateur CLSPD pour préparer les travaux et suivre la mise en œuvre des actions décidées.
- 06 → Déployer un ou plusieurs dispositifs, pour associer et mobiliser la jeunesse comme un réseau d'ambassadeurs: cadets de la police, de la gendarmerie, de la sécurité civile ou de la défense, concours « CLEMENCEAU ».
- 07 → Mettre en place le cas échéant un centre de loisirs jeunes de la police nationale – saisonnier pendant les vacances scolaires ou pérenne à l'année.
- 08 → Développer des partenariats et soutenir les associations qui travaillent au renforcement de ce lien force de sécurité intérieure / population (EX.: Raid aventure, la prévention routière, les associations agréées de sécurité civile – via la formation aux gestes qui sauvent, etc.).
- 09 → Proposer de mobiliser et d'engager les sportifs de haut niveau (listes du Ministère des Sports) ayant souscrit un contrat en police et gendarmerie nationales / douanes et sur toute démarche valorisant le lien police-population.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Présence d'un délégué cohésion police population ou d'un référent prévention gendarmerie
- ✓ Nombre de projets et volume de financement du fonds interministériel de la prévention de la délinquance (FIPD) sur les QRR

## ENGAGEMENT # 09 → PÉRENNISER LES INITIATIVES « VACANCES APPRENANTES » ET « QUARTIERS D'ÉTÉ »

## ✓ OBJECTIFS

- Proposer des activités éducatives pendant les vacances scolaires en ayant recours à des dispositifs souples, innovants et déployés au cœur des quartiers
- Prévenir l'oisiveté, les ruptures et le décrochage

## ✓ ACTIONS

- 01 → Mobiliser un dispositif de formation pendant les vacances scolaires.
- 02 → Mobiliser le dispositif école ouverte et les stages de réussite pendant les vacances scolaires.
- 03 → Assurer la mise en relation de l'ensemble des partenaires locaux œuvrant en faveur de l'emploi, avec pour objectif d'inclure le plus grand nombre possible de QRR dans le champ des « cités de l'emploi. »
- 04 → Déployer au cœur des quartiers des actions pluridisciplinaires: sport, culture, expression artistique, insertion professionnelle, médiation police / population.
- 05 → Mettre en œuvre une action spécifique au profit des jeunes, notamment en risque de rupture, sur les temps du soir et du week-end au cœur du quartier.
- 06 → S'appuyer sur le relai effectué par la prévention spécialisée et les centres sociaux dans le sourcing de ces actions.
- 07 → Mettre en place des séjours de rupture pendant les vacances estivales

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de Colos Apprenantes
- ✓ Nombre de places offertes au titre des dispositifs « école ouverte » et stages de réussite, pendant les vacances scolaires

## ENGAGEMENT # 10 → PILOTER UNE POLITIQUE DES RÉSULTATS PAR DES MÉTHODES RENOUVELÉES

### ✓ OBJECTIFS

- Assurer un déploiement effectif et rapide des engagements pour # LA RÉPUBLIQUE EN ACTES dans les QRR.
- Associer les collectivités locales, les associations et les acteurs du territoire à cette mobilisation.
- Organiser un système de pilotage simple et robuste sous l'égide des préfets et avec l'appui des administrations centrales.

### ✓ ACTIONS

- 01** → Mettre en œuvre un plan d'actions à l'échelle du quartier ciblé contractualisé en lien avec les collectivités locales au sein du contrat de ville et/ou du CLSPD.
- 02** → Mettre en place un tableau de bord local des engagements de # LA RÉPUBLIQUE EN ACTES.
- 03** → Nommer un délégué du préfet dédié à l'animation du plan d'actions.
- 04** → Concentrer et accélérer la mise en place de tous les dispositifs pour l'égalité des chances dans les QRR.
- 05** → Déléguer aux préfets une enveloppe de crédits libre d'emplois sur le FIPD pour porter des actions au-delà du droit commun (+/- 100 000 € / QRR).
- 06** → Mettre à disposition une task force interministérielle en appui et soutien (SG-CIPDR / ANCT).



## AXE 3

### # Favoriser l'engagement des musulmans contre l'islamisme radical

#### Les 6 engagements pour # Favoriser l'engagement des musulmans contre l'islamisme radical:

- **Engagement # 01** → Renforcer le régime de liberté d'exercice des cultes consacré dans la loi de 1905
- **Engagement # 02** → Mettre fin au système des imams détachés et favoriser l'émergence d'imams formés et recrutés en France
- **Engagement # 03** → Améliorer la transparence du financement du culte musulman
- **Engagement # 04** → Accompagner la structuration locale du culte musulman
- **Engagement # 05** → Soutenir l'islamologie française
- **Engagement # 06** → Conforter l'action de la fondation de l'islam de France



## ENGAGEMENT # 01 → RENFORCER LE RÉGIME DE LIBERTÉ D'EXERCICE DES CULTES

### CONSACRE DANS LA LOI DE 1905

Le constat de l'existence de dérives idéologiques à fondement religieux et de troubles dans l'exercice du culte a conduit le Gouvernement à proposer une modernisation du régime des cultes, qui a trouvé sa place dans la loi confortant le respect des principes de la République, pour que les pouvoirs publics soient à même de garantir que tous les cultes s'exercent librement et ne provoquent pas des dérives mortifères pour la société. Certains lieux de culte ont pu en effet constituer des relais pour des discours promouvant des valeurs opposées à celles de la République et à la paix civile.

L'objectif est de renforcer la transparence des conditions de l'exercice du culte. Il est nécessaire à cet effet de clarifier et d'harmoniser les régimes juridiques des structures organisant l'exercice du culte, afin d'inciter les acteurs du culte à constituer des associations cultuelles et à séparer ainsi leurs activités cultuelles de leurs autres activités en rendant plus évidentes, dans le souci d'un meilleur respect du principe de laïcité, les règles qui président aux relations entre l'État et les acteurs du culte. La clarification de la position et du rôle de chacun à l'égard de l'autre ne peut que contribuer à l'amélioration des rapports institutionnels et au développement d'une relation de confiance.

#### ✓ OBJECTIFS

- Renforcer la transparence de l'exercice du culte et des rapports entre l'État et les cultes, qui est une des composantes de notre régime de laïcité
- Sensibiliser nos partenaires internationaux à notre approche de la laïcité

#### ✓ ACTIONS

**01** → Adapter la loi du 9 décembre 1905 à la réalité de l'exercice des cultes et conforter le respect du principe de laïcité → MI

Il s'agit de mettre en œuvre la loi de 1905 dans sa version issue de la loi confortant le respect des principes de la République du 24 août 2021, d'une part en accompagnant les associations exerçant le culte, aujourd'hui sous statut d'association loi 1901, qui voudront s'organiser comme associations cultuelles au sens de loi de 1905, et d'autre part en veillant à ce que celles qui continuent à pratiquer le culte sous forme d'association simplement déclarée mettent leurs statuts en conformité avec leur objet et s'astreignent à respecter les obligations nouvelles de transparence, dans leur fonctionnement et leur financement notamment.

**02** → Expliquer à l'international le sens de la laïcité avec des éléments de langage harmonisés et une stratégie de communication dédiée → MEAE

#### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre d'associations déclarant leur qualité cultuelle en préfecture
- ✓ Ratio nombre de déclarations / nombre de refus des déclarations de qualité cultuelle sur les déclarations
- ✓ Nombre d'injonctions aux associations déclarées (loi 1901) qui pratiquent le culte à modifier leurs statuts
- ✓ Nombre d'événements organisés par les postes
- ✓ Nombre de personnes touchées par les programmes SAFIR

## ENGAGEMENT # 02 → METTRE FIN AU SYSTÈME DES IMAMS DÉTACHÉS ET FAVORISER L'ÉMERGENCE D'IMAMS FORMÉS ET RECRUTES EN FRANCE

Le Président de la République a annoncé le 18 février 2020 à Mulhouse que la France devait sortir du système des imams détachés, qui peut avoir pour effet de maintenir des communautés installées de longue date sur le territoire national sous une forme de tutelle d'États étrangers. Si la France a accueilli durant plusieurs années des ministres étrangers du culte, qui ont pallié le déficit d'imams français, il convient à présent d'évoluer vers un autre système.

L'émergence de filières françaises de formation de cadres religieux musulmans est donc une priorité. Si le principe de laïcité s'oppose à ce que l'État intervienne dans la formation dogmatique et pastorale des responsables cultuels (qui relève de la compétence des cultes), l'État peut favoriser la création d'offres de formation académiques profanes pour accompagner celle-ci.

L'amélioration de la formation théologique des cadres religieux musulmans doit favoriser l'émergence d'un islam de France moins perméable aux interprétations littéralistes et intolérantes. Une formation académique profane complémentaire permet d'améliorer la compréhension des diverses traditions et formes de pensée présentes dans une société démocratique et pluraliste. Elle doit se poursuivre par le biais des diplômes d'université de formation civile et civique sur le fait religieux et la laïcité (DU). La mixité socioprofessionnelle et interconfessionnelle au sein de ces DU favorise la création d'un espace de dialogue et permet aux acteurs religieux d'améliorer leur connaissance des principes et institutions de la République.

### ✓ OBJECTIFS

- Mettre fin au dispositif de détachement en France d'imams étrangers, fonctionnaires de leur pays, au 31 décembre 2023.
- Favoriser l'émergence d'imams et de cadres religieux formés et recrutés en France afin que ceux-ci connaissent la langue et le contexte social, culturel et institutionnel du pays dans lequel ils officieront.
- Créer une offre universitaire utile à la formation des imams (lien avec action islamologie)

### ✓ ACTIONS

- 01** → Mettre en œuvre la fin du dispositif des imams détachés avec les 3 pays concernés : Turquie, Algérie et Maroc → MEAE / MI
- 02** → Accompagner l'émergence d'instituts de formation des cadres religieux musulmans portés par les acteurs du culte eux-mêmes → MI / MESRI
- 03** → La certification théologique des imams relève exclusivement du culte. Les pouvoirs publics peuvent cependant soutenir le pilier universitaire de parcours de formation offrant à la fois un versant théologique et un versant académique. Il convient donc d'accompagner la création d'instituts de formation des cadres religieux en articulant formation théologique et formation profane, de sorte que les futurs responsables religieux et ministres du culte puissent bénéficier d'une formation universitaire de qualité sur les institutions de la République, le contexte culturel français, le principe de laïcité et l'islamologie.
- 04** → Conforter le réseau de DU de formation civile et civique et renforcer la communication sur ces formations → MI / MESRI

Depuis 2008, l'État soutient la mise en place de diplômes universitaires de formation civile et civique sur le fait religieux et la laïcité, dont le nombre a sensiblement augmenté à partir de 2016. Aujourd'hui, 34 diplômes sont agréés par l'État. L'animation de ce réseau de formations doit être confortée, le soutien de l'État doit se poursuivre et des actions de communication élargie doivent permettre de faire mieux connaître cette offre de formation et d'inciter les cadres religieux à s'inscrire dans les DU, qui ne sont obligatoires, depuis le décret du 3 mai 2017, que pour les aumôniers rémunérés ou indemnisés.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre d'inscrits dans les DU
- ✓ Nombre d'imams étrangers détachés ou assimilables encore présents sur le territoire national

## ENGAGEMENT # 03 → AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DU FINANCEMENT DU CULTE MUSULMAN

La loi de 1905, qui prévoit le cadre de l'exercice du culte, postule que le culte peut susciter des troubles à l'ordre public en raison de certaines caractéristiques qui lui sont propres. Elle prévoit donc dès l'origine des obligations et des contrôles spécifiques applicables aux associations cultuelles et aux lieux de culte. La loi confortant le respect des principes de la République, fidèle à cet esprit, renforce les obligations de transparence financière et comptable des associations organisant l'exercice du culte.

Certains financements étrangers, en particulier, quelles que soient leur forme et leur provenance, peuvent troubler l'exercice libre et non contraint du culte organisé par une association, soit en diffusant des idéologies ou des approches qui favorisent les discours de haine ou la radicalisation violente, soit en constituant une ingérence dans le culte à des fins politiques. Il apparaît donc nécessaire que les pouvoirs publics aient connaissance des financements provenant de l'étranger qui sont consentis à des acteurs du culte sur le territoire français. Il en va aussi de la liberté associative qui exige que les membres de l'association et ceux qui la soutiennent aient une connaissance du fonctionnement réel de l'association, en particulier lorsqu'il y a un ou des financeurs étrangers importants.

La volonté de rendre plus transparente l'économie de l'islam, dans l'intérêt des fidèles, conduit aussi à considérer le marché du pèlerinage à La Mecque comme un enjeu important car les conditions d'organisation du pèlerinage depuis la France sont, à l'évidence, susceptibles d'être améliorées. Le grand pèlerinage (hajj) sur les lieux saints de l'islam en Arabie saoudite est, pour sa partie française, un marché relativement dysfonctionnel, fondé sur un système d'agrément d'opérateurs par l'Arabie saoudite. Il se caractérise par un niveau général des prix élevés, une faible qualité de services et une économie en partie souterraine. Cette désorganisation se retrouve dans l'organisation du petit pèlerinage (omra). L'assainissement de ces marchés au profit des consommateurs que sont les pèlerins constitue un objectif largement partagé.

## ✓ OBJECTIFS

- Améliorer la transparence des circuits de financement du culte
- Assainir le marché du pèlerinage à La Mecque

## ✓ ACTIONS

**01 →** Renforcer le cadre juridique du financement du culte afin d'en augmenter la transparence et le contrôle → MI

La loi confortant le respect des principes de la République a créé plusieurs nouveaux outils ayant pour objectif d'accroître la transparence du financement du culte: est notamment instauré un mécanisme de déclaration, par les associations organisant l'exercice du culte, des financements étrangers dont elles bénéficient. Cette obligation déclarative est assortie d'un pouvoir d'opposition de l'autorité administrative pour des motifs d'ordre public circonscrits. L'objectif est ainsi de permettre à l'administration d'avoir une connaissance exhaustive des financements étrangers du culte, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

La transparence du financement des cultes passe également par l'instauration de diverses mesures de contrôle à l'égard des lieux de culte dont il faut désormais assurer l'effectivité: déclaration des cessions de lieux de culte à des entités étrangères avec droit d'opposition de l'administration; avis du préfet pour tout permis de construction ou d'installation destinées à l'exercice du culte; information du préfet avant la conclusion de baux emphytéotiques pour l'édification d'un lieu de culte ou de garantie d'emprunt accordées à des associations cultuelles.

**02 →** Poursuivre et approfondir les dialogues bilatéraux avec les pays donateurs afin de faire progresser la transparence de leurs financements → MEAE

**03 →** Accompagner la mise en place d'un système de régulation du pèlerinage susceptible de protéger les consommateurs et à dégager des recettes au profit du culte musulman. Approfondir le dialogue avec les autorités saoudiennes pour améliorer le fonctionnement de ce marché → MI / MEFR / MEAE

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de déclarations de financement étranger effectuées par les associations
- ✓ Total des financements étrangers déclarés
- ✓ Nombre d'oppositions à des financements étrangers par le ministre de l'intérieur
- ✓ Ratio du total des financements étrangers refusés sur le total des financements étrangers déclarés

## ENGAGEMENT # 04 → ACCOMPAGNER LA STRUCTURATION LOCALE DU CULTE MUSULMAN

Dans le cadre de la lutte contre le séparatisme et dans le strict respect du principe de laïcité, le Gouvernement entend accompagner le culte musulman dans sa structuration, afin qu'émergent des organisations collectives locales qui permettront au culte de s'insérer et de s'exercer en France sans dépendre d'États étrangers ou de structures basées dans d'autres pays.

Rares sont les organisations collectives qui fédèrent les lieux de culte et les associations qui les gèrent pour les représenter auprès des pouvoirs publics et pour conduire des projets dans l'intérêt collectif des musulmans (formation des cadres, soutien à la vie associative, financement, construction de lieux de culte...). Les fédérations nationales composant le conseil français du culte musulman (CFCM) subissent un déficit de crédibilité. Ce déficit de représentativité laisse la place aux entrepreneurs identitaires qui occupent l'espace en se présentant comme les seuls à même de porter la voix des Français de confession musulmane sans lien de subordination à un pays étranger, face à un État dont les principaux interlocuteurs musulmans au niveau national les ignorent.

L'émergence de structures locales fédérant au-delà des affiliations ethno-nationales permet un dialogue de proximité avec les acteurs du terrain identifiés. Ces structures doivent devenir, à terme,

des interlocuteurs réguliers des pouvoirs publics. Au-delà, elles permettront une meilleure gestion des dossiers en lien avec les préfetures et les élus locaux sur les questions de fond, telles que la construction ou la sécurisation des lieux de culte, l'organisation des fêtes religieuses, ou sur des sujets ponctuels mais importants comme la mise en œuvre des mesures prévention contre l'épidémie de COVID-19.

L'organisation du culte au plus près des réalités locales, par les acteurs du culte et dans le respect de la volonté des musulmans eux-mêmes, doit permettre, à court terme, la réalisation d'actions locales concrètes au bénéfice des fidèles et, à plus long terme, une structuration solide, durable et indépendante.

## ✓ OBJECTIFS

- Accompagner la structuration et l'organisation du culte musulman au plus près des réalités locales
- Permettre à une nouvelle génération d'émerger pour porter les voix plurielles et indépendantes de l'islam de France

## ✓ ACTIONS

- 01** → Poursuivre l'organisation des assises territoriales de l'islam de France (ATIF) dans tous les départements → MI
- 02** → Renforcer le dialogue avec l'islam de France en instituant la tenue d'une session nationale des ATIF → MI

L'État souhaite rénover les modalités de son dialogue avec les représentants du culte musulman organisé selon les principes suivants :

- La pérennisation d'un dialogue territorialisé mené annuellement par les préfets sur le modèle des ATIF, permettant de donner la parole à des acteurs impliqués ;
- Instaurer au niveau national un rendez-vous de dialogue, le forum de l'islam de France (FORIF) sous l'égide du ministre de l'intérieur, permettant à des personnes issues des ATIF de se réunir dans des groupes de travail ad hoc consacrés à des sujets de préoccupation concrète des musulmans en France (sécurité des lieux de culte, aumôneries musulmanes, financement du culte), les travaux des instances locales nourrissant ceux de l'instance nationale.

## ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de départements comptant au moins une structure locale fédérant des associations du culte musulman.
- ✓ Ratio / nombre des acteurs locaux indépendants participant à ces structures locales

## ENGAGEMENT # 05 → SOUTENIR L'ISLA MOLOGIE FRANÇAISE

Dans son discours prononcé aux Mureaux le 2 octobre 2020, le Président de la République a décidé la création d'un « Institut scientifique d'islamologie », afin de développer « le dialogue et la controverse académique et scientifique » et les « études islamiques de haut niveau à l'Université ».

### ✓ OBJECTIFS

- Soutenir le développement de l'islamologie sur le territoire français
- Promouvoir l'islamologie française à l'international

### ✓ ACTIONS

**01 →** Donner à voir et mieux diffuser les leviers dédiés de recherche en sciences humaines et sociales sur l'islam par le ministère de l'intérieur et ceux relatifs aux organismes de recherche nationaux et de nombreux établissements d'enseignement supérieur engagés dans la recherche en sciences humaines et sociales sur l'islam. Cet engagement des opérateurs de l'État est désormais complété par des moyens complémentaires significatifs déployés par le ministère de l'intérieur → MESRI /MI

**02 →** Créer et développer un Institut français d'études et d'Islamologie → MESRI

Un institut national qui prendra la forme d'un Groupement d'Intérêt Public aura pour champ d'intervention la recherche, l'enseignement et la formation en islamologie fondamentale. Il prendra appui sur les capacités de recherche existantes et aura pour objectif de construire un maillage territorial significatif. Il aura également pour but de participer au développement d'une offre de formation dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche pouvant concourir à des cursus de formation d'imams et d'autres cadres religieux intégrant une composante universitaire.

Le Premier ministre a confié à Madame Souâd Ayada la mission de préfigurer le futur Institut Français d'Islamologie, en lien étroit avec le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

**03 →** Faire rayonner la recherche française en sciences humaines et sociales sur l'islam à l'étranger → MEAE / MESRI

La relance de l'islamologie française par le biais des UMIFRE et instituts français sera étendue à tous les pays dans lesquels se trouvent et/ou travaillent des IFRE afin de proposer un plan d'action IFRE-Islam qui portera sur tout le spectre des connaissances au travers duquel nos universitaires et nos chercheurs mettent en valeur le patrimoine et la connaissance de l'islam, de l'archéologie jusqu'aux études de sociologie ou de théologie contemporaines.

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre d'événements sur l'islamologie organisés par les UMIFRE ou auxquels ceux-ci participent
- ✓ Nombre de bourses attribuées relatives à l'islamologie par le MEAE
- ✓ Montant des financements (ANR/appels à projets), nombre de contrats doctoraux et postdoctoraux dédiés à l'islamologie fondamentale
- ✓ Indicateur d'activité du futur institut d'études et d'islamologie, à préciser à la fin de sa préfiguration

## ENGAGEMENT # 06 → CONFORTER L'ACTION DE LA FONDATION DE L'ISLAM DE FRANCE

Lors de son discours relatif à la lutte contre les séparatismes le 2 octobre 2020 aux Mureaux, le Président de la République a annoncé un soutien pour les initiatives qui seront prises par la FIF en matière de culture, d'histoire et de sciences. En 2017, une subvention a déjà été attribuée par l'État, à hauteur d'un million d'euros, pour le fonctionnement de la FIF. Au-delà de nouveaux crédits qui doivent être prochainement alloués par l'État, et dans l'optique à plus long terme d'attirer des partenaires financiers pour faire vivre durablement la FIF, il faut s'assurer de la qualité et de la pertinence des actions menées. Certaines actions doivent être poursuivies, d'autres doivent être développées ou initiées.

### ✓ OBJECTIF

→ Soutenir et pérenniser l'action de la fondation de l'islam de France

### ✓ ACTIONS

**01** → Flécher les crédits annoncés par le Président de la République sur des projets portés par la FIF, dans le cadre d'un budget prévisionnel pluriannuel → MI / MEFR / MC / MESRI

La FIF doit être en mesure, avec le soutien de l'État, de mener trois chantiers :

- Un chantier de pérennisation et de diversification de projets qu'elle mène (ex: dispositif de bourses pour les cadres religieux musulmans inscrits aux DU et DE; appui financier aux initiatives portées par les aumôneries musulmanes; multiplication des universités populaires itinérantes; publication de nouveaux ouvrages d'études islamologiques, etc.);
- Un chantier de mise en place partenariats avec des acteurs institutionnels et associatifs, par exemple avec l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), pour mener des actions sur le terrain à l'attention de la jeunesse et trouver des relais dans les territoires
- Ces deux premiers chantiers permettront de mener à bien le troisième, qui tient à la consolidation du financement de la fondation: d'une part, l'État doit flécher les crédits annoncés sur des projets portés par la FIF ce qui présuppose qu'elle puisse lui en proposer, et d'autre part, il ne peut juridiquement pas être le seul financeur de la fondation, d'où l'enjeu pour elle de solliciter d'autres acteurs et de nouer des partenariats.

**02** → Mettre à contribution les grands opérateurs culturels pour promouvoir les aspects culturels méconnus de l'islam et les confluences euro-méditerranéennes → MC

### ✓ INDICATEURS

- ✓ Nombre de signature de nouveaux partenariats
- ✓ Taux de financement privé

